



**RECOMPOSITIONS POLITIQUES
SUR FOND DE CRISE ECONOMIQUE EN ALLEMAGNE**

Hans STARK

Chercheur, Comité d'étude des relations franco-allemandes (Cerfa)
de l'Institut français des relations internationales (Ifri)

Note du Cerfa n° 3

Mai 2003

© Ifri – www.ifri.org
Comité d'étude des relations franco-allemandes (Cerfa)
Institut français des relations internationales (Ifri)

*27, rue de la Procession – 75740 Paris Cedex 15
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : 33 (0)1 40 61 60 60*

Recompositions politiques sur fond de crise économique en Allemagne¹

Dans un discours très attendu devant le Bundestag, le 14 mars 2003, le chancelier Schröder a pour la première fois reconnu que, loin de s'expliquer uniquement par le ralentissement de la conjoncture internationale, la crise économique que traverse l'Allemagne était due avant tout à des raisons structurelles internes. Il s'est agi là d'un tournant important, car, jusqu'ici, le chancelier avait eu tendance à tenir la conjoncture mondiale pour responsable du marasme économique allemand. Depuis, Gerhard Schröder a fait part de sa volonté de s'attaquer aux problèmes structurels de l'Allemagne par le biais de mesures radicales, qu'il s'agisse de l'assouplissement des modalités de licenciement dans les plus petites entreprises, de la diminution des allocations chômage ou de la baisse des prestations en matière de santé. Ces propositions, formulées dans le cadre d'un paquet de mesures appelé « Agenda 2010 », ont provoqué une véritable levée de boucliers au sein même du SPD et risquent de priver le chancelier de la très courte majorité dont il dispose au Bundestag, l'empêchant ainsi de mener les réformes structurelles qui seraient à la hauteur des défis économiques du pays. Compte tenu, non seulement de l'hostilité de l'aile gauche aux réformes envisagées et des menaces répétées de Schröder de démissionner si sa propre majorité ne les votait pas, mais aussi des graves difficultés structurelles qui paralysent l'économie allemande et qui pourraient rendre inéluctable la formation d'une grande coalition, la crise économique que traverse l'Allemagne pourrait donc aboutir à des recompositions politiques majeures, voire à un changement de majorité. La réforme de l'« État social » peut certes priver Schröder de sa majorité et mettre fin de façon prématurée à sa carrière politique ; mais, elle constitue également un pari pour le chancelier, qui ne cesse de répéter que les seuls partis socialistes européens restés au pouvoir sont ceux qui ont su s'adapter aux enjeux de la mondialisation et qui ont accepté la fin de l'État-providence.

Il est vrai qu'afin de rallier l'aile gauche de son parti à son programme de réforme, le gouvernement a tendance à forcer le trait – tout comme les médias allemands qui, depuis plusieurs semaines, ne cessent de dramatiser le marasme économique et de peindre l'image d'un pays au bord de l'abîme. Cependant, force est de constater que, depuis des mois, le gouvernement fédéral fait face à une véritable avalanche de

¹ Ce texte s'appuie en partie sur l'article « Liquidation politique du modèle rhénan ? », publié par Hans Stark dans *Regards sur l'économie allemande* (Bulletin économique du CIRAC), n° 61, 2003.

mauvaises nouvelles. Ainsi, le 29 avril dernier, il a réduit pour la troisième fois consécutive sa prévision de croissance pour l'année 2003, qui, d'après ces estimations (jugées trop optimistes), ne devrait pas dépasser 0,75 %, voire 0,5 % si l'on tient compte des pronostics des six grands instituts économiques allemands. La Commission européenne ne s'attend, quant à elle, qu'à une croissance de 0,4 % en Allemagne cette année. De plus, le 22 mai dernier, le gouvernement allemand a annoncé que le PIB au premier trimestre 2003 était négatif, tout comme celui du quatrième trimestre 2002. Officiellement, l'Allemagne est donc entrée en récession. Pour la troisième année consécutive, la croissance de l'économie y sera inférieure à 1 %, ce qui explique pourquoi trois Allemands sur quatre n'accordent plus aucune confiance au gouvernement sur le plan économique. Enfin, pour noircir encore plus ce tableau déjà peu reluisant, le FMI et des responsables de la BCE estiment que l'Allemagne peut être confrontée au risque de la déflation au cours des douze prochains mois – une affirmation réfutée par le ministre allemand des finances, Hans Eichel. Or, force est de constater que, compte tenu de la demande atone, de l'envolée de l'euro, de la baisse des prix, du recul des investissements (en baisse de 1,7 % au premier trimestre 2003) et du déclin démographique qui pèse d'ores et déjà sur la consommation des ménages et le financement des systèmes de retraite et de santé, le spectre du Japon plane bel et bien sur l'économie allemande. D'où le retour, outre-Rhin, du débat sur la nécessité de mener des réformes radicales, un débat qui avait marqué les dernières années du règne de Helmut Kohl.

Bilan de la politique économique du gouvernement Schröder 1998-2003

La coalition rouge-verte est loin d'être l'unique responsable de cette situation. Lorsqu'elle arrive au pouvoir en octobre 1998, l'Allemagne a déjà connu plusieurs années de stagnation économique, due en grande partie au coût économique de la réunification et à l'absence de réforme du marché du travail, handicapé par des coûts salariaux supérieurs de plus de 20 % à la moyenne des pays de l'UE. En 1998, Gerhard Schröder s'est fait élire sur la base d'engagements électoraux centristes, mais il applique un *policy mix* qui tient compte des pressions de l'aile gauche du SPD et des Verts. En 1999, l'entrée en vigueur de l'écotaxe et l'augmentation des dépenses budgétaires de 6 % signalent une rupture avec la politique d'assainissement budgétaire poursuivie par le gouvernement Kohl. Il faut attendre la démission

fracassante du ministre des finances Oskar Lafontaine, en mars 1999, et la nomination de Hans Eichel pour voir le retour d'une politique de finances plus conforme aux normes du traité de Maastricht et le développement d'axes plus libéraux : défiscalisation des plus-values de cessions réalisées par les banques et les assurances, adoption d'une réforme fiscale le 14 juillet 2000 et réforme du système de retraite grâce à l'introduction d'éléments de capitalisation. L'objectif de cette politique était de réduire le chômage par la maîtrise des coûts sociaux, la modernisation de l'économie et du système social, la consolidation du budget de l'Etat, la réduction du taux d'endettement, et l'adoption d'une fiscalité plus juste, s'appuyant sur une viabilité écologique du développement économique.

Or, la plupart de ces objectifs ont échoué, en raison notamment des rigidités structurelles du système économique allemand (coût du facteur « travail », maintien du système de péréquation financière entre les *Länder*), du poids des transferts financiers Ouest-Est (65 milliards d'euros par an, soit environ 4 % du PIB du pays) et de la crise du secteur surdimensionné de la construction. A eux seuls, ces deux derniers facteurs limitent considérablement la marge de manœuvre du gouvernement Schröder. S'y ajoutent la politique budgétaire restrictive menée par Hans Eichel et les handicaps structurels hérités du gouvernement Kohl : un système éducatif en difficulté, une dette publique importante qui réduit les marges budgétaires, des prélèvements obligatoires élevés, un système de protection sociale qui s'essouffle, une croissance totalement dépendante des exportations, et un taux de chômage supérieur à la moyenne européenne. L'ensemble de ces facteurs, auxquels il faut ajouter le vieillissement inexorable de la population, nourrissent à l'évidence la crise économique, entraînée par le ralentissement de la conjoncture internationale et l'effondrement de la demande intérieure².

Ainsi, en 2003, l'économie allemande est au même niveau qu'en 1998. La croissance économique des années 1998-2002 n'a été en moyenne que de 1,4 % par an. Ni le taux de chômage, ni le taux de croissance, ni le système de régulation sociale n'ont évolué. Le poids de l'Etat dans l'économie est resté écrasant : les cotisations sociales se situent au-dessus de 42 % de la base salariale, tandis que la part de l'Etat dans le PIB est de 48 %. En avril 2002, le nombre de chômeurs dépasse de nouveau 4

² Voir sur ces questions Hans Brodersen, « Économie et fiscalité. Bilan du social-libéralisme allemand *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 161, juillet-septembre 2002, p. 15-37.

millions ; il a atteint 4,6 millions en avril 2003 et il n'est pas exclu qu'il dépasse le seuil des 5 millions durant l'hiver 2003. A cela s'ajoute une vague de faillites sans précédent des PME allemandes, avec 40 000 entreprises ayant déposé leur bilan en 2002 (une augmentation de 23,8 % par rapport à 2001) et une diminution des rentrées fiscales considérable : en 2002, les rentrées accusent une baisse de 7,6 milliards d'euros par rapport à 2001, et en 2003 de 17 milliards par rapport à 2002. Pour la période 2002-2007, l'Etat fédéral s'attend à un manque à gagner de 126 milliards d'euros dû à la hausse du chômage, à la faible croissance et à la réforme fiscale, qui a avant tout profité aux très grandes entreprises³.

Quelle compétitivité allemande ?

Compte tenu de ce bilan, il n'est guère surprenant que l'Allemagne se classe dans le peloton de queue des pays développés. Elle se situe aujourd'hui parmi les derniers pour la réglementation de l'emploi et du marché du travail, le niveau des dépenses publiques, la pratique des subventions et le niveau d'imposition des revenus des sociétés. Dans l'ensemble de l'OCDE, l'Allemagne se classe au 15^e rang dans le domaine de l'indice technologique et au 17^e pour la qualité des institutions publiques. Une comparaison avec les Etats-Unis permet de mettre en exergue cette situation. Ainsi, l'Allemagne ne représente plus que 74 % du niveau américain en matière de PIB par habitant, mais laisse apparaître un taux de chômage (environ 9%) deux fois plus élevé. Ce sont principalement la pratique interventionniste des pouvoirs publics, la pléthore des réglementations sectorielles, le sous-développement des marchés de capitaux et, toujours, les rigidités du marché du travail qui entravent un retour de la croissance.

Ainsi, en termes de capitalisation boursière, plus de la moitié des plus grandes entreprises sont américaines, mais 40 seulement sont d'origine allemande, ce qui est totalement disproportionné si l'on compare la taille absolue des économies nationales respectives. De même, parmi les 25 premières entreprises mondiales, aucune n'est allemande, ce qui souligne l'absence de l'Allemagne au niveau macroéconomique. Le même constat prévaut au niveau microéconomique, notamment dans les économies phares, telles que l'électronique, la microélectronique et les télécommunications.

³ Voir sur ces questions Isabelle Bourgeois, « Tendances de la conjoncture allemande », *Regards sur l'économie allemande*, n° 58, 59 et 60.

Enfin, alors que l'on souligne souvent le rôle pionnier de certains *Länder*, comme la Bavière et le Bade-Wurtemberg, force est de constater que même au niveau méso-économique, l'Allemagne, dépassée par les Etats-Unis, l'Italie, la Finlande, la Grande-Bretagne, la Suède et l'Autriche, ne se classe qu'au 7^e rang. En Europe, des pays comme la Finlande, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni présentent des perspectives de croissance bien supérieures, ce qui restera le cas tant que l'Allemagne n'adoptera pas des changements d'envergure au niveau macroéconomique, en ramenant les politiques publiques à des proportions plus justes, en assurant une déréglementation et une privatisation rapides, en accroissant l'efficacité des marchés financiers, en assouplissant les minima sociaux, en changeant les modes de redistribution de richesse, en modifiant les politiques fiscales et en adaptant le système éducatif.

Le facteur est-allemand

Mais l'économie allemande souffre surtout du processus d'unification qui est loin d'être achevé, en dépit des énormes transferts financiers effectués par l'ancienne RFA. Si les nouveaux *Länder* représentent 18 % de la population et 30 % de la superficie du pays, ils comptent également 35 % des chômeurs et 35 % des faillites d'entreprises pour seulement 11 % du PIB et 5 % des exportations. Force est de constater que la mise à niveau des nouveaux *Länder* stagne depuis 1997. Par conséquent, les disparités entre l'Est et l'Ouest, déjà importantes, semblent durablement ancrées dans la vie économique et sociale de la République fédérale. En effet, depuis 1997, le rythme de croissance est chaque année moindre à l'Est qu'à l'Ouest, et deux fois moindre que la moyenne des pays d'Europe centrale et orientale (PECO). La croissance dans les nouveaux *Länder* a même été négative en 2001 et en 2002, et elle le sera sans doute également en 2003. Le taux de chômage, qui s'élève à 18 %, cache une réalité encore plus dramatique, puisque le sous-emploi effectif se situe à 27 % de la population active, sans tenir compte des employés qui font chaque jour la « navette » entre les nouveaux et les anciens *Länder*. Ce mouvement contribue par ailleurs à vider les nouveaux *Länder* de leur population, qui est confrontée au spectre d'une véritable désindustrialisation (dans l'industrie, le nombre total d'emplois n'atteint plus qu'un quart du chiffre d'avant 1989, alors que les services peinent à prendre la relève). Ainsi, entre 1989 et 2001, 1,5 million d'Allemands de l'Est se sont résolus à quitter l'Allemagne de l'Est, soit 9 % de la population de l'ex-RDA. De plus

il s'agit souvent des personnes les plus dynamiques qui quittent leurs régions, car 74 % des Allemands de l'Est qui se sont installés à l'Ouest ont moins de 26 ans. Ainsi, même si les nouveaux *Länder* se trouvent sous perfusion depuis plus de dix ans, en parité de pouvoir d'achat, ils se situent au niveau de la Grèce et seront sans doute durablement le « Mezzogiorno » de la République fédérale⁴.

L'enjeu de l'Agenda 2010

Toutes ces difficultés auxquelles l'économie allemande doit faire face expliquent l'urgence avec laquelle le chancelier fédéral s'efforce d'imposer ses propositions de réforme. Présenté à la mi-mars, « l'Agenda 2010 » annonce-t-il le retour du « réformateur » Schröder ? Rien n'est moins sûr. Certes, le chancelier n'avait pas d'autre choix que la fuite en avant. Dans son histoire de l'après-guerre, l'Allemagne fédérale n'a sans doute jamais connu de dépression collective aussi profonde que celle qu'elle traverse depuis la réélection de la coalition rouge-verte en 2002. La chute du SPD et du chancelier dans les sondages, ainsi que les lourdes défaites électorales essuyées par le SPD lors des élections en Hesse et en Basse-Saxe le 2 février dernier, traduisent parfaitement le sentiment de colère, de désespoir, voire de panique, qui s'est emparé des Allemands. À peine réélu (de surcroît avec une très courte majorité de huit députés), Gerhard Schröder, qui n'a pas de majorité à la chambre des *Länder* (le Bundesrat), faisait de plus en plus figure de ce qu'on appelle outre-Atlantique « *a lame duck* ». Or, comme le soulignent les observateurs en Allemagne, c'est lorsqu'il a le dos au mur que Schröder ose s'affranchir des obstacles et se défaire des alliances qui l'empêchent de mener la politique qu'il juge utile pour le pays. Les divisions et affrontements qu'il a provoqués au sein de l'aile gauche de son parti, et surtout au sein de l'opposition, en apportent la preuve une fois de plus.

Il n'est donc guère surprenant que le président de la fédération de l'industrie (BDI), Michael Rogowski, ait favorablement accueilli « l'Agenda 2010 ». Inversement, il n'est pas non plus surprenant que Frank Bsirske, le président du syndicat des services Verdi, l'ait qualifié « d'offensive contre l'État providence », et que le chef du puissant syndicat DGB, Michael Sommer, ait fermement rejeté le plan de réformes du gouvernement, accusé d'entraîner le « démantèlement de l'État social » et annoncé que les syndicats allaient « faire de la résistance » si le SPD ne rectifiait pas le tir. Depuis, les deux syndicats n'ont

⁴ Voir Rémi Lallement, « L'économie est-allemande en transition : une trajectoire singulière entre l'Est et l'Ouest de l'Europe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 2, 2002, p. 45-77.

certes pas décrété la « grève générale » (très impopulaire outre-Rhin), ni paralysé la vie publique en Allemagne – à l’instar de ce qui s’est passé en France ; mais ils ont organisé d’innombrables manifestations partout en Allemagne pour protester contre « l’Agenda 2010 » et pour mobiliser la base des militants du SPD contre la politique de réformes du gouvernement Schröder. Si celui-ci tient bon, du moins pour le moment, il n’en risque pas moins de sortir très affaibli de cette épreuve de force. Car il ne peut évidemment ignorer le fait que 75 % des députés sociaux-démocrates sont des membres actifs des principaux syndicats. De son côté, les puissantes confédérations régionales du SPD, notamment dans les nouveaux *Länder*, de même que les ténors de l’aile gauche du parti du chancelier, ont ouvertement critiqué les propositions de réforme, tout en faisant pression sur certains députés du Bundestag afin que le groupe parlementaire du SPD impose des amendements « socialement » acceptables. Par conséquent, si Gerhard Schröder ne modifie pas ses propositions en se pliant à la volonté des syndicats, il court le risque de se voir privé de majorité sur un thème pourtant central du point de vue des sociaux-démocrates, à savoir l’adaptation de l’économie sociale de marché au double défi de la mondialisation et du déclin démographique allemand. En revanche, une éventuelle dilution du projet de réforme, si elle avait pour conséquence la persistance du marasme économique, pourrait accélérer la fin de l’ère Schröder.

La social-démocratie allemande face à ses spectres néo-libéraux

Compte tenu de la fragilité de la majorité rouge-verte, du pouvoir de blocage du Bundesrat et des critiques « tous azimuts » que suscite la gestion économique du chancelier, il n’est guère étonnant que la question des réformes se trouve au centre d’une bataille politique qui a pour enjeu la conquête de la chancellerie. À gauche de l’échiquier politique, c’est la base même du SPD, soutenue, voire instrumentalisée, par les syndicats, qui tente de renverser le courant. Certes, faute d’alternative crédible, aucun de ses représentants n’ose encore remettre en question la prédominance du président du SPD, le chancelier Schröder. Le très néo-libéral « super ministre » de l’Economie et du Travail, Wolfgang Clement, est trop marginalisé dans son parti pour diriger une éventuelle grande coalition. De même, le parti de Joschka Fischer, solidement ancré à gauche, n’est nullement tenté par une coalition noire-verte, en dépit d’un certain nombre d’alliances locales entre la CDU et les Verts qui ont récemment vu le jour, et des affinités intellectuelles entre de nombreux chrétiens-démocrates et écologistes, souvent issus des

mêmes milieux bourgeois.

Aussi Gerhard Schröder profite-t-il largement de l'étroitesse de la marge de manœuvre de l'aile gauche du SPD. En effet, la situation sociale est si dramatique et les problèmes économiques si considérables que de nombreuses voix se sont levées, à droite comme à gauche de l'échiquier politique, pour préconiser la formation d'une grande coalition entre le SPD et la CDU. Car aucun des deux grands partis « populaires » ne semble être en mesure de relever à lui seul le défi de la modernisation de l'économie allemande. Une grande coalition sonnerait évidemment le glas, non seulement de la coalition rouge-verte, mais aussi de l'« État social » allemand. Ce scénario est très probable pour au moins trois raisons. D'abord, le gouvernement actuel n'a plus de projet commun à défendre (les dossiers chers aux Verts, tels que l'environnement ou l'immigration, ne figurent plus parmi les projets prioritaires du gouvernement). De plus, à l'échelle régionale, le SPD et les Verts sont en train de divorcer dans le *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie, le fief des sociaux-démocrates, ce qui est de très mauvais augure pour la coalition rouge-verte à Berlin. Enfin, face aux mauvais sondages qui ont vu le SPD tomber en dessous de 25 % d'opinions favorables, les ténors du SPD s'inquiètent de leur survie politique et commencent à chercher des voies alternatives. D'ailleurs, une écrasante majorité d'Allemands soutiennent les propositions de réforme du chancelier. Ils souhaitent même aller encore plus loin, alors qu'ils désapprouvent la politique de blocage des syndicats. Par conséquent, si les partisans de l'aile gauche du SPD se targuent de défendre l'idéal social-démocrate (à l'heure même où leur parti célèbre son 140^e anniversaire), ils savent pertinemment que l'échec des réformes de Schröder, qu'ils appellent de leurs vœux, entraînera soit des élections anticipées (que le SPD risque de perdre), soit la formation d'une grande coalition. Le rejet de « l'Agenda 2010 » se traduirait donc par un inévitable virement à droite de l'échiquier politique allemand – une évolution dont l'aile gauche et les syndicats auraient à assumer l'entière responsabilité.

Toutefois, si les dirigeants du SPD exploitent à fonds les dilemmes de l'aile gauche de leur parti, ils ont néanmoins sous-estimé les réactions très hostiles que les propositions de réforme suscitent dans les rangs des militants sociaux-démocrates. Parfois adeptes des idées néo-keynésiennes de l'ancien président du SPD, Oskar Lafontaine (qui mène un combat acharné contre Gerhard Schröder à travers les colonnes de la presse « people »), ces militants de base considèrent comme une trahison de leurs idéaux sociaux-démocrates l'idée que l'un des leurs – Gerhard Schröder – puisse toucher aux

fondements de l'État social. D'où leur dilemme. Faut-il respecter la discipline parlementaire et voter des lois dont la philosophie est diamétralement opposée aux principes classiques du SPD ? Ou faut-il en respecter « les traditions », quitte à rejeter les propositions de Schröder et ainsi précipiter la chute de la coalition rouge-verte et l'avènement d'une grande coalition ou d'un gouvernement de droite ? Pour mater la rébellion, les ténors du SPD ont accepté l'idée d'un congrès du parti exceptionnel, réuni le 1^{er} juin, afin de doter la direction d'une majorité suffisante pour engager la bataille au Bundestag. Or, cette tentative de museler l'aile gauche a partiellement échoué : dans un premier temps, cette dernière avait en effet envisagé d'organiser une consultation de la base qui aurait pu contraindre le chancelier à revoir sa copie. Si cette tentative n'a pas eu le résultat escompté, elle a cependant permis aux adversaires de l'Agenda 2010, jusqu'alors parfaitement inconnus du grand public, de se rassembler et de constituer un puissant courant contestataire (fût-il minoritaire), dont les dirigeants du SPD devront désormais tenir compte lorsqu'il s'agira de mettre en œuvre les propositions de réforme de Schröder. Y renoncer constituerait une lourde défaite personnelle pour le chancelier, qui perdrait ainsi toute crédibilité politique. S'il maintient au contraire ses projets de réforme en l'état, il risque de se voir privé de majorité, et au SPD, et au Bundestag, ce qui pourrait également sonner le glas de son gouvernement. Par conséquent, du succès des réformes proposées par Gerhard Schröder dépendent à la fois l'avenir économique de l'Allemagne et l'avenir politique de l'actuel gouvernement. Quant à la survie du « modèle rhénan », la messe est dite. Aux dires du chancelier, l'Allemagne n'a le choix qu'entre deux options. Si ses propositions échouent, la constitution d'un gouvernement thatchérien serait à terme inévitable. Si, en revanche, elles aboutissent, au moins l'essence et le noyau de l'État social pourraient être sauvegardés – une évidence que l'aile gauche et les syndicats, qui sont en rupture avec l'équipe Schröder, persistent à réfuter.

Opposition : divisions et logique de conquête du pouvoir

Si la bataille fait rage à gauche, la droite n'est pas en reste. La présidente de la CDU, Angela Merkel, se déclare certes ouverte et favorable aux propositions du gouvernement, mais elle prône en même temps une politique de blocage au Bundesrat, ce qui condamnerait à l'échec les propositions de Gerhard Schröder. Ces hésitations, qui contribuent également au blocage de la vie politique allemande, s'expliquent par les ambitions et la situation politiques d'Angela Merkel. Son fief se situant dans les nouveaux

Länder, elle doit d'un côté se montrer sensible aux besoins spécifiques de ses compatriotes est-allemands et défendre des positions finalement assez proches du SPD – ce qui suscite certaines interrogations quant au bien fondé de sa politique de blocage au Bundesrat. D'un autre côté, elle doit s'efforcer de bloquer la route aux réformes du SPD pour minimiser les chances de réélection de Gerhard Schröder en 2006 et faciliter le retour aux affaires de la CDU. Cette stratégie est par ailleurs contrecarrée par les chefs des *Länder* de Bavière et de Hesse, qui souhaitent également utiliser le levier du Bundesrat pour accroître leur influence sur la politique du gouvernement fédéral. Contrairement à la présidente de la CDU, ils prônent donc une ouverture vis-à-vis des sociaux-démocrates. Mais cette ouverture suscite également des interrogations. Edmund Stoiber est en effet l'auteur d'un plan d'assainissement économique ultra-libéral assez incompatible avec les positions du SPD, tandis que Roland Koch, jusqu'alors connu pour ses prises de position « dures », semble vouloir avant tout se doter d'une aura de « modéré » afin de séduire l'électorat centriste – l'objectif étant de damer le pion à Angela Merkel en vue des prochaines élections législatives. Or, la formation d'une grande coalition obligerait la CDU de prendre une décision forcément douloureuse quant au futur candidat chrétien-démocrate à la chancellerie, ce que personne ne souhaite pour le moment parmi les chrétiens-démocrates. Ainsi, ce dont témoignent les réactions contradictoires des dirigeants chrétiens-démocrates au plan Schröder, ce n'est pas tant qu'ils ont pris conscience de la gravité de la situation, mais, beaucoup plus, qu'ils se situent dans une logique de conquête du pouvoir. Divisée et rongée par ses rivalités internes, la CDU n'a pas d'autre choix que de soutenir les propositions de Schröder tant que celles-ci ne sont pas touchées par des amendements « socialement plus acceptables ». À première vue, cette stratégie d'ouverture a le triple avantage de mettre en exergue le « devoir républicain » de l'opposition, d'échapper à la nécessité de formuler des positions alternatives qui mettraient à nu les divergences internes de la CDU, et enfin, et peut-être surtout, de repousser l'échéance d'une prise de pouvoir en attendant l'achèvement par l'équipe Schröder du démantèlement impopulaire de l'État social et la fin de la crise économique mondiale. Mais en réalité, la CDU fuit devant ses responsabilités. D'un côté, elle avance des propositions presque identiques à « l'Agenda 2010 », notamment en ce qui concerne l'assouplissement des modalités de licenciement, la diminution des allocations chômage ou la baisse des prestations en matière de santé, jetant ainsi les bases d'une « grande coalition informelle ». Mais de l'autre, elle n'exclut pas de faire barrage au Bundesrat, ce qui contribuerait à l'échec de « l'Agenda 2010 » –

tout en récusant pour des raisons d'équilibre interne (du moins pour le moment) l'hypothèse d'une grande coalition formelle.

Par conséquent, la survie de la coalition rouge-verte et la recomposition du paysage politique allemand dépendent étroitement d'un « Agenda 2010 » qui s'annonce socialement douloureux, certes, mais que de nombreux économistes estiment néanmoins insuffisant compte tenu de la gravité de la situation économique du pays. Même si le chancelier parvient par miracle à l'imposer à une aile gauche récalcitrante et à une opposition tentée par l'obstructionnisme, le chômage risque de toucher plus de 5 millions de personnes à la fin de l'année 2003, et la croissance ne sera pas au rendez-vous avant 2004/2005. Le sort du gouvernement Schröder et sa place dans l'Histoire dépendent donc étroitement de la réforme du modèle rhénan. La coalition rouge-verte pourrait très bien ne pas survivre à la fronde de l'aile gauche, ni se maintenir au pouvoir au-delà de 2006 ou mener à bien l'adaptation douloureuse de l'État providence au défi de la mondialisation. La rupture entre les syndicats et le gouvernement est en tout cas consommée. De plus, nombreux sont ceux au sein du SPD qui dénoncent le style « autoritaire » du chancelier et le manque de dialogue entre les dirigeants et la base. Tout cela n'est pas de bon augure pour Gerhard Schröder qui pourrait connaître le même sort que Willy Brandt et Helmut Schmidt, dont la chute, respectivement en 1974 et 1982, fut orchestrée par leur propre parti. Toutefois, même si personne ne peut nier les pulsions suicidaires d'une partie du SPD⁵, force est toutefois de noter l'absence totale de rival politique au sein du SPD face à un Gerhard Schröder qui a permis aux sociaux-démocrates de remporter les élections de 2002 et qui s'appuie sur un double mandat solide de chancelier fédéral et de président du SPD. En témoigne le score (presque 90 %) avec lequel l'Agenda 2010 a finalement été adopté par les délégués sociaux-démocrates lors du congrès extraordinaire du SPD, le 1^{er} juin 2003. Toutefois, ce résultat, qui était avant tout un vote de confiance pour le chancelier, lequel avait brandi le spectre de sa démission, doit maintenant se traduire par un vote au Bundestag, puis par une application concrète dans la vie économique allemande – ce qui constitue une toute autre paire de manche.

⁵ Voir Karl-Rudolf Korte, « Königsmörder. Die SPD und ihre Kanzler », *Internationale Politik*, n° 5, 2003, p. 65-68.